

Bruxelles renvoyée à son ancien statut de ville d'usage par l'Arizona?

L'Echo – Pauline Deglume – 04/02/2025

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/bruxelles/Bruxelles-renvoyee-a-son-ancien-statut-de-ville-d-usage-par-l-Arizona/10585735?utm_term=LECHO_HOMEPAGE-1_2%20-%20Bruxelles+renvoy%c3%a9e+%c3%a0+son+ancien+statut+de+ville+d%27usage+par+l%27Arizona%3f&utm_id=92229&utm_medium=email&sfmc_id=10009321&utm_source=sfmc

Survenu ce vendredi soir au Fédéral, l'accord de la majorité Arizona de Bart De Wever (N-VA) ne sera pas sans conséquence sur la Région-Capitale. Certaines mesures qui la visent directement, comme [la fusion des zones de police](#) ou la révision de l'accord Beliris, ont reçu un accueil glacial de la classe politique bruxelloise. On songe notamment aux bourgmestres MR et Les Engagés qui ont protesté au sein de leur parti contre l'annonce de la zone de police unique au cours du week-end.

Mais ce sont d'autres politiques ne visant pas spécifiquement Bruxelles qui pourraient s'avérer plus pénalisantes. ["La réforme du marché de l'emploi avec la limitation à deux ans des allocations de chômage"](#) et la révision du stage d'entrée va toucher Bruxelles en particulier. Car c'est une ville jeune et une ville d'étude avec le taux le plus élevé de jeunes arrivant sur le marché de l'emploi. **Ce n'est pas certain que tous les CPAS soient en capacité d'absorber le flux.** Serait-ce une façon indirecte de forcer la réflexion sur leur structure?", interroge Émilie van Haute, professeure au département de science politique au sein de l'ULB.

Ce transfert de charge est l'une des inquiétudes principales du chef de file des socialistes dans la capitale Ahmed Laaouej. "L'accord de gouvernement évoque une compensation, mais les critères sont encore obscurs alors que la réforme des allocations de chômage entraînera des dépenses immédiates pour les CPAS", déplore le président de la Fédération bruxelloise du PS.

Tant au PS que chez Ecolo, on évalue ce report de charge sur les CPAS bruxellois à plusieurs dizaines de millions d'euros. **"À cela, il faut ajouter la volonté du Fédéral de réformer l'impôt sur le revenu des personnes physiques.** Cela va aussi appauvrir les régions qui en touchent une partie. Or à Bruxelles, ces revenus sont essentiels", souligne la coprésidente d'Ecolo Marie Lecocq.

Au rayon des mesures indirectes qui vont peser sur la capitale, l'écologiste cite aussi les annonces en matière d'asile et migration. **"La diminution du nombre de places d'accueil va augmenter le nombre de personnes sans-abri dans les rues de Bruxelles.** Il y a une volonté affichée de fermer les places dans les hôtels et les places individuelles via les CPAS alors qu'on a ouvert ces places pour offrir des conditions d'accueil dignes."

"Vision utilitariste"

Plus globalement, nos interlocuteurs notent le retour vers une vision utilitariste de Bruxelles. Au niveau de la mobilité ferroviaire, par exemple, il est question de planifier les investissements pour **"élargir la capacité de passage à travers Bruxelles"**, reconnue en tant que nœud de connexion international. "On la présente comme une ville d'usage qui doit desservir les navetteurs. Mais les besoins des Bruxellois eux-mêmes sont moins mentionnés dans l'accord. À l'exception du plan Canal qui répond à des besoins sur le terrain en matière de sécurité", analyse Émilie van Haute.

Ahmed Laaouej prend quant à lui **l'exemple du survol qui ne serait envisagé que sur l'angle du développement économique de Zaventem**. "On ne parle à aucun moment du bien-être des riverains, ce qui ne laisse présager aucune évolution sur les routes utilisées. C'est à nouveau l'abandon des Bruxellois."

C'est dans ce contexte que les Verts voient d'un mauvais œil le passage de l'accord consacré au fonds Beliris. Outre la baisse des moyens alloués à ce fonds dédié au rayonnement de Bruxelles, l'Arizona indique vouloir les concentrer sur la mobilité en se contentant de "consulter" le gouvernement bruxellois. **"Deux autres régions vont définir ce qui est nécessaire pour Bruxelles et financer des projets pour les navetteurs. Alors que Beliris ce n'était pas que ça, mais aussi des projets de qualité de vie pour les Bruxellois"**, regrette Marie Lecocq.

De manière plus globale, Ahmed Laaouej considère que le programme de l'Arizona est cousu du fil jaune du nationalisme et du séparatisme. "En ce compris dans la communication. **Ce qui m'a le plus frappé, c'est que Bart De Wever a parlé sur la VRT de deux régions en matière de concertation, comme si Bruxelles n'existait pas.**"

Le casting ministériel reflète cet état de fait, selon Marie Lecocq. "Il n'y avait aucun Bruxellois pendant les négociations et on ressent qu'on est dans un accord de gouvernement mené par la N-VA. On connaît leur projet pour Bruxelles et cela ressort de la façon dont l'accord est rédigé. Il n'y a que deux Bruxellois sur quinze ministres... **Je pense qu'on ne devrait pas forcément être Bruxellois pour défendre Bruxelles, mais force est de constater que les autres ne le font pas !**"

L'équation bruxelloise encore plus complexe

La Région bruxelloise est désormais la seule entité du pays à ne pas disposer de gouvernement de plein exercice, et ce plus de sept mois après le scrutin régional. L'atterrissage au niveau fédéral avec la coalition Arizona pourrait-elle redonner un coup d'accélération à l'échelon bruxellois? Pour la professeure au département de science politique au sein de l'ULB Émilie van Haute, ce n'est pas si évident. "Je ne vois pas en quoi cela sera plus facile aujourd'hui qu'hier. Je crois même que ce sera peut-être encore plus compliqué. Le PS pourra se servir de ce qui est dans l'accord pour justifier son refus de gouverner avec la N-VA", explique-t-elle. Et de citer notamment les exigences en matière de bilinguisme dans les hôpitaux et les centres de prise en charge des victimes de violences sexuelles. "Cela va donner du grain à moudre aux socialistes qui pourront s'appuyer là-dessus pour dire que cela annonce la couleur de ce qui sera défendu par les N-VA à Bruxelles."

Pour rappel, le stade la préformation n'a pas été dépassée en Région-bruxelloise, car l'on n'a toujours pas d'accord concernant les partis qui seront dans la future majorité. Du côté néerlandophone, une quadripartite formée de Groen, la N-VA, l'Open Vld et Vooruit a émergé

au mois de novembre, ce qui a eu pour conséquence de déboucher sur le retrait du PS des négociations.